

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Soldatos, Panayotis, *Les données fondamentales de la politique britannique à l'égard de la Communauté économique européenne, 1955-1970*, Éd. de l'Université de Bruxelles, 1973, 195 p.

par Jean Angrand

Études internationales, vol. 6, n° 2, 1975, p. 285-286.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700563ar>

DOI: 10.7202/700563ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

SOLDATOS, Panayotis, *Les données fondamentales de la politique britannique à l'égard de la Communauté économique européenne, 1955-1970*, Éd. de l'Université de Bruxelles, 1973, 195p.

À un moment où de nombreuses questions se posent sur la possibilité d'un retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun ou sur les nouvelles formes de sa participation à la Communauté, le livre du professeur Soldatos, bien que couvrant la période allant de 1955 à 1970, présente un très grand intérêt.

L'auteur se livre à une analyse historico-politique de l'attitude adoptée par la Grande-Bretagne depuis la Conférence de Messine. Il ne se contente pas de relater les faits de façon descriptive mais situe plutôt le sujet dans une optique sociologique, par l'élaboration d'un schéma d'analyse en tenant compte de l'apparition de forces internes et externes qui, tantôt sont favorables, tantôt défavorables à l'intégration de la Grande-Bretagne au Marché commun.

« L'évolution de l'attitude britannique à l'égard du Marché commun de 1955 à 1963 » a été analysée dans une première partie. Dans cette étape, il n'existe pas de divergences majeures entre le parti conservateur et le parti travailliste. Même le parti libéral, pourtant considéré comme pro-européen, n'a pas fait preuve « d'une trop grande conviction régionaliste » face à la Conférence de Messine.

Le « oui mais » a donc été la réponse des trois partis britanniques aux initiatives des Six. Mais l'auteur n'arrête pas là ses explications. Il a aussi décelé les principaux déterminants de cette attitude adoptée par les partis, en dégagant les conditions et les facteurs d'intégration, les conditions et les facteurs de désintégration, recourant pour cela aux déclarations et interventions des hommes politiques britanniques à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Les conditions et les facteurs de désintégration, peut-on dire, l'ont emporté, puisque la Grande-Bretagne a manifesté son refus de participer pleinement et entièrement au Marché commun. L'offensive britannique se situe plutôt dans le cadre de l'O.E.C.E. et dans le projet de création d'une zone de libre-échange. Mais, l'échec de cette offensive va entraîner la création de l'A.E.L.E. qui constitue, d'après l'auteur, l'un des « premiers effets extérieurs de la C.E.E. ».

Les choses ne vont pas en rester là. La Grande-Bretagne va quand même demander l'ouverture des négociations avec la CEE. L'« effet extérieur » résultant du fonctionnement de la CEE, la désintégration du Commonwealth, le relâchement des liens avec les États-Unis et les difficultés de la balance des paiements du Royaume-Uni sont certainement les principaux déterminants de cette nouvelle charge britannique. Mais cette demande, présentée timidement et assortie de nombreuses exigences, s'est vu opposer le veto de la France.

Dans la deuxième partie, l'auteur analyse la seconde demande d'admission, présentée par le gouvernement travailliste en 1967. Un pas est franchi, car beaucoup de progrès ont été réalisés outre-Manche dans la voie de l'intégration. Les Anglais sont prêts à accepter, désormais, la politique agricole commune mais avec des mesures transitoires et des adaptations, et à ne plus demander l'ouverture des négociations avec les autres États de l'A.E.L.E.

En dépit de la position du Général de Gaulle, la Grande-Bretagne a poursuivi ses efforts en vue d'accéder au Marché commun, encouragée par les cinq autres partenaires de la France qui, devant le refus obstiné de cette dernière, proposèrent d'autres formes d'arrangement. Le départ du Général, l'arrivée au pouvoir de Pompidou et le sommet de La Haye vont favoriser le dénouement, par l'ouverture, le 30 juin 1970, des négociations sur l'admission de la Grande-Bretagne dans la Communauté.

Enfin, pour conclure, l'auteur, après une brève analyse des différentes phases de la politique britannique à l'égard de la CEE, a essayé et réussi à dégager les options fondamentales de la politique extérieure britannique, options découlant des généralisations axées sur les données historico-politiques analysées ; il a ensuite soulevé la « problématique des modèles d'analyse en sociologie politique » pour reconnaître, avec le professeur S. Bernard, que « le but des sciences sociales modernes est précisément de rendre compte de ce qu'il y a de nécessaire dans les problèmes qu'elles étudient ».

Jean ANGRAND

*Département de science politique,
Université de Montréal*

SOLDATOS, Panayotis, *Vers une sociologie de l'intégration communautaire européenne* (Essai de théorie générale systémique), Vander, Louvain-Cesson, 1973, 179p.

L'ouvrage du professeur Soldatos s'efforce de résoudre le problème épistémologique de l'étude de l'intégration, problème déjà abordé partiellement dans son ouvrage sur la politique communautaire de la Grande-Bretagne, et consacre les efforts méritoires de ce chercheur pour développer les études européennes à l'Université Laurentienne. L'essai, dense mais toujours clair et précis, développe une problématique, double l'étude du « phénomène-effet » (la création des Communautés européennes) et l'étude des « phénomènes-causes ».

La première partie de l'étude traite du Marché commun en tant que « système politique visant à la distribution autoritaire des valeurs » (p. 25). Cette application des schèmes d'Easton avait déjà été entreprise par M. J. Barrea, qui couvre partiellement l'œuvre d'Easton, et par M. L. Lindberg,

auquel l'auteur reproche de ne pas « fournir toujours de véritables outils conceptuels mais de simples « termes », dont la force opératoire au niveau d'une démarche d'investigation du réel semble limitée » (p. 31). Dans sa tentative d'instrumentalisation, l'auteur nous offre notamment une reformulation du concept vague de « valeur » (p. 57 : « Les principes économiques-politiques (idéologiques) qui sont à la base de l'intégration entreprise dans le cadre de la CEE et les liens matériels que le système communautaire procure à ses propres membres et à ceux des autres systèmes qui composent son environnement intra-sociétal et extra-sociétal) et de « projets politiques » sont concept original en regard de l'œuvre d'Easton (p. 46 : « Nous considérons le projet politique comme étant une quatrième catégorie systémique, composée d'un ensemble de matières susceptibles de concrétiser les fins du processus de distribution autoritaire de valeur »).

Nous aurions préféré une discussion plus critique de la notion de *process of equilibration* chez Easton. L'auteur se base sur l'évidence empirique de l'histoire des relations communautaires pour affirmer l'existence d'une capacité de résistance du système communautaire aux « stress » qui menacent son existence (p. 83 : « Certes, il y a eu des attitudes communautaires qui ont parfois suscité des sentiments de désarroi, de découragement, de déception et d'inquiétude, notamment dans les milieux agricoles... Cependant, ces insatisfactions ne se sont pas transformées en une source de *stress* suffisamment puissante pour ébranler le système politique de la CEE et compromettre son maintien ou sa survivance. D'autre part, le développement progressif d'une vie politique *active* au sein de la communauté obligera certainement l'auteur à diminuer l'importance donnée au « régime politique » qui se taille la part du lion (pp. 56-72) au détriment de la communauté politique (p. 56), des autorités (pp. 72-75) et des projets politiques (pp. 75-76).